



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Vol. 13 (2018)

*Pedro Zulen et la défense des droits des Indiens du Pérou :
de l'Association Pro-Indigène à la radicalité*

Nicole FOURTANÉ

www.hisal.org | juin 2019

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/fourtane2019>

Pedro Zulen et la défense des droits des Indiens du Pérou : de l'Association Pro-Indigène à la radicalité

Nicole FOURTANÉ*

L'action de Pedro Zulen (1889-1925) en faveur des droits des Indiens se situe dans le prolongement de la dénonciation de Manuel González Prada¹. Elle est le chaînon qui permet au Pérou d'assumer la reconnaissance effective de cette population marginalisée qu'il feint d'ignorer. En effet, Pedro Zulen, fils d'un commerçant chinois et d'une Liménienne créole, étudiant en philosophie à l'Université de San Marcos, est très proche des analyses de fond de ce penseur qu'il admire. Mieux informé que quiconque sur les injustices dont est victime cette composante de la société dans l'ensemble du pays, il observe, comme lui, que rien n'a changé avec la proclamation de la République, d'où les préoccupations qu'il affiche à l'approche du centenaire de l'Indépendance. Ce constat l'amène à prendre la défense concrète de l'Indien pour l'aider à devenir un citoyen conscient de ses droits et tenter de le faire participer activement à la vie de la communauté nationale en fondant l'Association Pro-Indigène en 1909. Favorable à la destruction de la grande propriété et à une révolution agraire, il se radicalise à partir de 1915 et prône aux aborigènes le droit et le devoir de s'insurger contre un système injuste.

Premières constatations, bases de l'engagement

Étudiant en sciences naturelles et mathématiques depuis 1906, puis en philosophie en 1909 à l'Université San Marcos, Pedro Zulen fréquente le « Centre universitaire », où les débats sont âpres sur la situation de l'Indien car le préjugé des races est profondément ancré dans les mentalités créoles. Dans le journal *La Prensa*, le 17 avril 1909, Zulen les présente en ces termes : « Creo que se discute actualmente en el Centro Universitario, lo que no debe discutirse. Creo que la necesidad y la posibilidad de educar al indio es indiscutible » (Quiroz, 2015 : 496). Reprenant des rapports

* LIS, Université de Lorraine : nicole.fourtane@univ-lorraine.fr

¹ Sur la question, voir notre article : Fourtané, 2017 : 1-7.

d'ingénieurs sur les employés des mines de Morococha, tous petits paysans de la vallée du Mantaro qui améliorent ainsi leurs revenus, il voit en eux « la columna vertebral del país » (Quiroz, 2015 : 498) et il va même jusqu'à affirmer, en désaccord total avec les idées communément partagées : « El indio es uno de los elementos más valiosos para el progreso nacional » (Quiroz, 2015 : 502). Ces affirmations ne sont pas gratuites car il prend soin de décrire les conditions de travail dans les mines, en s'appuyant sur des rapports officiels de spécialistes, les salaires qui sont alloués aux différentes catégories d'ouvriers, les journées de travail, les locaux d'habitation insalubres dans lesquels ils s'entassent. Reprenant à son compte l'avis de l'ingénieur Masías, il voit deux solutions pour améliorer la vie des Indiens :

Los dos eficaces elementos para levantar el carácter moral del indio y mejorar su condición, son los grandes trabajos públicos e industriales que por necesitarlos en gran número, les paguen más y los traten mejor y las escuelas; pero no las tristes de los muchos pueblos de la sierra, instaladas en chozas desaseadas y con maestros humildes y andrajosos, sino la establecida en local amplio y cómodo que les eduque el hábito de vivir mejor y les excite su ambición; y dirigida por persona decente y capaz de infundirles algo de altivez y energía que se necesita[n] para hacer respetar un poco sus derechos en medio del ansia de expoliación y dominio que caracteriza a la humanidad (Quiroz, 2015 : 501).

L'Association Pro-Indigène et la défense des droits des Indiens

Quelques mois plus tard, il franchit un pas dans la défense concrète de l'Indien comme élément vital de la Nation avec la création de l'Association Pro-Indigène (13 octobre 1909 - mars 1916)², dont il est le secrétaire général. Composée de Blancs et de Métis, elle ouvre rapidement quarante-six antennes en province et totalise soixante-cinq délégués qui font remonter régulièrement à Lima les problèmes qui se posent dans leur secteur. Elle se donne comme mission de veiller à ce que les droits que la Constitution et les lois accordent aux aborigènes soient effectifs³ et, à partir d'octobre 1912, elle se dote d'une revue mensuelle *El Deber Pro-Indígena* qui devient une tribune de diffusion des réflexions de ses membres⁴.

En février 1910, Pedro Zulen cherche à savoir exactement ce qui se passe à Huaripampa et il écrit en ces termes à Marco García Arrese à Tarma qu'il charge de lui apporter les éclaircissements souhaités :

² Outre Pedro Zulen, les principaux artisans de cette association sont la journaliste d'origine allemande Dora Mayer et l'ingénieur civil professeur à San Marcos et sénateur Joaquín Capelo, qui en fut le président. Dans cet article, nous ne nous intéresserons qu'aux prises de position de Pedro Zulen. Sur l'action de l'Association Pro-Indigène, voir Arroyo Reyes, 2005 : 12-87 ; Fourtané, 2006 : 235-244 ; Jancsó, 2009 : 73-112 ; Kapsoli, 1980.

³ Voir les statuts de l'association dans Jancsó, 2009 : 74-75.

El problema indígena es el problema nacional. El día que nosotros sepamos aprovechar las energías latentes que encierra nuestra población de sierras y punas, entonces habremos salvado la nacionalidad. Defender los intereses sociales de la raza indígena es, pues, obra de egoísmo nacional. Para revelarla moralmente, para darle conciencia de su personalidad hay que principiar por hacerle justicia, defendiéndola contra las expoliaciones de todos los que en el Perú ejercen algún poder. He allí el fin de la API; su primer paso es éste (Jancsó, 2009 : 80).

C'est également ce qu'il affirme en avril 1910 dans une lettre aux délégués de Puno :

La Asociación no sólo juzga que no es tarde para comenzar la obra de regeneración que como civilizados debemos a los aborígenes de nuestro suelo, víctimas desde la conquista de las más crueles expoliaciones y que debe velar porque sean efectivos los derechos que la Constitución y las leyes les otorga [*sic*]; sino tiene la firme convicción de que nuestra nacionalidad habrá conseguido establecerse sobre bases incommovibles el día en que el indio se incorpore a ella conscientemente (Kapsoli, 1980 : 9).

L'association assume gratuitement la défense juridique des Indiens face aux abus que commettent les propriétaires terriens, la Cerro de Pasco Mining Company, les gouverneurs et les juges malhonnêtes. L'intense activité journalistique que déploie Pedro Zulen, en tant que secrétaire général, entre 1911 et 1915, pour porter à la connaissance de tous les injustices qui s'exercent dans le pays et pour demander l'intervention des autorités compétentes témoigne des exactions multiples que subit la population autochtone. Dans la Sierra, la modernisation du pays se fait au détriment des habitants des lieux qui se voient dépouillés de leurs terres et autres biens personnels au profit de l'extension des grands domaines. Ainsi, à Puno,

El doctor Facundo Molina da órdenes a sus mayordomos y empleados, y estos se constituyen en las parcialidades de los indígenas, les despojan de sus tierras, se apoderan de sus ovejas, cerdos y burros, y aun de sus ponchos y *llicllas*. Los indios, para rescatar esos animales y esas prendas, son obligados a trabajar durante cuatro o cinco días en las tierras de la hacienda "Moro", sin salario alguno (Quiroz, 2015 : 309).

Même situation à Mozobamba (Apurímac) :

se le[s] despoja de sus tierras, sus ganados, sus cosechas y hasta sus útiles de labranza; se les obliga a trabajar gratuitamente y se les maltrata en todas las formas imaginables, hasta flagelarlos; jamás han logrado alcanzar justicia administrativa, menos judicial en más de cincuenta juicios criminales, cuyos expedientes, después de largas moratorias, desaparecían de los archivos subprefecturales sin ninguna responsabilidad civil o criminal (Quiroz, 2015 : 350).

⁴ La revue paraît régulièrement jusqu'en mars 1916, date de la dissolution de l'association, et deux bulletins extraordinaires voient le jour en 1917. Au total, la publication compte cinquante et un numéros de huit pages. Sur le contenu principal de la revue, voir Fourtané, 2006.

De plus, dans certains domaines, les propriétaires traitent les ouvriers agricoles comme des esclaves, ils leur imposent de lourdes amendes sous le moindre prétexte (Quiroz, 2015 : 300-301), leur infligent des châtiments totalement inhumains, comme la torture, la flagellation (Quiroz, 2015 : 301, 344), les louent à des voisins ou à des mineurs « *cual bestias* » (Quiroz, 2015 : 344). Face à toutes ces situations qui sont de véritables violations des droits humains les plus élémentaires, Pedro Zulen ne voit qu'une solution lorsqu'il fait appel au responsable du « Centre universitaire » de San Marcos afin d'envisager une action commune : « [...] unirse, (...) solidarizarse en un deseo colectivo de justicia y libertad, contra el egoísmo retrógrado del capitalismo » (Quiroz, 2015 : 325).

Dans les cas de ventes des domaines comme à Vicos, les travailleurs agricoles sont expulsés en masse ou condamnés à rester dans une situation d'esclavage. Dans un article publié dans *La Crónica* du 4 octobre 1912, Zulen s'adresse directement au président Guillermo Billinghurst pour réclamer que son gouvernement leur apporte enfin la justice :

Inaugure V. E. una era de garantías, de justicia y nada más que justicia para ese obrero infeliz de nuestras serranías que, a pesar de 92 años de régimen constitucional, republicano y democrático, vegeta en la más infame esclavitud, convertidas sus tierras en latifundios y los verdaderos propietarios en yanacunas o siervos del usurpador (Quiroz, 2015 : 346).

Or, observe l'auteur, ce sont « los [brazos] de nuestros indios los que fecundan la agricultura, la minería y otras industrias, y cuyas vidas son las bases del verdadero capital social nacional » (Quiroz, 2015 : 345).

Sur la Côte, les communautés prospères de la région sont vouées à disparaître au profit du capital étranger. Pourtant, selon le cours de Droit civil du Docteur Plácido Jiménez sur lequel s'appuie Zulen, « la comunidad constituye la fuerza de unión de la raza, el nervio de su defensa contra el blanco; la comunidad es para el indio la conciencia de su valor, la conciencia de su personalidad » (Quiroz, 2015: 374). De plus, l'extension de la propriété capitaliste soumet les Indiens de la Sierra à une nouvelle forme d'esclavage, l'*enganche*⁵. Zulen évoque le sort de ces derniers en des termes d'une grande force dans *La Autonomía* le 18 septembre 1915 :

Quienes hayan visto al indio trabajar durante las ardientes horas del mediodía cuando el sol achicharra sus espaldas, encorvados hacia la tierra que da el pan para

⁵ Dans le système de l'*enganche*, des agents recruteurs, au service des patrons, viennent dans les villages de la Sierra et enrôlent la main-d'œuvre en lui faisant miroiter une vie meilleure. L'Indien reçoit en argent liquide une avance sur le salaire qu'il touchera pour un travail déterminé, soit dans les mines, soit dans les plantations de la Côte, soit pour l'extraction du caoutchouc en Amazonie. Une fois sur place, il est honteusement exploité, subit des sévices, ne perçoit pas l'argent promis et doit travailler bien plus longtemps qu'initialement prévu pour rembourser le prêt qui lui a été fait, ainsi que les dettes qu'il a contractées dans les magasins de la mine ou du domaine. De plus, il est dans l'incapacité de fuir car il se retrouve dans des lieux qui lui sont totalement inconnus.

los ricos y el hambre para él; quienes le hayan visto metido entre cañaverales quemados como un animal extraño, como un esqueleto revestido de pellejo negruzco, llevando retratado en el rostro el cansancio y el dolor y que, a pesar de su impotencia, es obligado por el capataz a cortar la leña que ha de dar un dulce jugo, a pesar de ser regado con tanta sangre y tantas lágrimas, quienes hayan visto todo esto se unirán a nosotros y elevarán también un himno de redención que diga todas las ignominias y crueldades de que se le ha hecho víctima, de la total desherencia de goces en que vive y de la noche intelectual en que lo tienen sumido cuantos de su esclavitud sacan provecho conduciéndolo por campos y ciudades como a un Cristo ensangrentado⁶ que va dando tumbos entre los fariseos del capitalismo.

¡Pobres indios! Han quedado petrificados en la Edad Media. Siervos ayer, siervos hoy, siervos mañana (Quiroz, 2015 : 408-409).

Sur l'*enganche*, les interventions de Pedro Zulen sont très nombreuses non seulement en ce qui concerne les travailleurs agricoles mais également les ouvriers embauchés dans les mines (Quiroz, 2015 : 287-292, 303-304, 320, 321-322, 323-325, 400, 408-409). Dans son analyse, ce système n'est possible que parce qu'il s'appuie sur l'analphabétisme des Indiens qui acceptent des contrats sans savoir ce qu'ils contiennent. L'Association Pro-Indigène se fait donc un devoir de les alerter sur ce fait essentiel : « lo que suscribe es generalmente su esclavitud, su ruina y su muerte » (Quiroz, 2015 : 288). En effet, écrit Pedro Zulen, « deseamos que esa raza ocupe el sitio que le corresponde como fuerza ciudadana y elemento principal de vitalidad nacional » (Quiroz, 2015 : 289). Tant que les choses demeurent en l'état actuel, « el enganche es un atentado contra las leyes naturales de justicia y libertad y el medio más eficaz para concluir con la población aborígen del Perú » (Quiroz, 2015 : 290). Le 7 août 1911, dans *El Comercio*, Pedro Zulen s'insurge contre la loi édictée par le ministère du Développement sur le recrutement des ouvriers dans les mines car « en medio de toda su desventura [la raza] constituye la base más sólida del engrandecimiento y del porvenir nacional » (Quiroz, 2015 : 297).

En 1912, Pedro Zulen se préoccupe également de la défense des groupes ethniques d'Amazonie « poursuivis comme des bêtes sauvages » (Quiroz, 2015 : 337), enrôlés de force pour l'extraction du caoutchouc et vendus, s'ils n'ont pas été tués, en particulier

⁶ Dans son article « El problema indígena », paru dans le mensuel anarcho-syndicaliste *Los Parias* en novembre 1906, Manuel González Prada avait déjà associé les Indiens maltraités et humiliés au Christ dans sa Passion en ces termes : « vemos impasiblemente la crucifixión de una raza » (González Prada, 1941 : 156). Dans ce texte, Pedro Zulen s'inspire de cette image mais va plus loin et la rend plus concrète : il associe l'Indien ployant sous le fardeau d'un travail inhumain au visage du Christ ensanglanté du Vendredi saint, si fréquemment représenté dans les églises de villages, pour frapper le lecteur et attirer sa compassion envers lui.

les femmes et les enfants⁷ (Quiroz, 2015 : 337-341). Face à ces crimes, il condamne l'inaction de la justice :

Lo más grave es que estos horrorosos delitos, que dan la idea más depresiva de nuestro país en el exterior, no encuentren ni fiscales que los denuncien ni jueces que sigan de oficio el juicio respectivo para la sanción debida de los criminales y esto, no obstante las terminantes disposiciones que señalan los deberes de esos funcionarios (Quiroz, 2015 : 340-341).

Autre sujet qui permet de commettre de multiples abus : la conscription. Même si le service militaire est obligatoire, les Indiens sont les seuls à l'effectuer. De plus, la moitié des conscrits est désignée par tirage au sort et l'autre par les arrestations des non-inscrits par la police, ce qui occasionne d'innombrables préjudices et ouvre la voie à l'arbitraire le plus total (Quiroz, 2015 : 288, 302-303, 329, 356-357, 375-376, 377, 378-380, 392-394). En d'autres termes, il s'agit d'« une chasse à l'homme » (Quiroz, 2015 : 439)⁸. L'Association Pro-Indigène s'engage donc à informer les gens sur les dates d'inscription sur les listes et sur les exemptions possibles prévues par la loi (Quiroz, 2015 : 379).

Les curés exploitent aussi abusivement leurs fidèles par les contributions matérielles qu'ils exigent d'eux (Quiroz, 2015 : 332, 414-415) mais également en les obligeant à assumer, contre leur gré, les charges lors des fêtes religieuses (Quiroz, 2015 : 354-355, 369) et à participer aux processions qui entretiennent leur alcoolisme et sont responsables de leur misère (Quiroz, 2015 : 419). C'est la raison pour laquelle Pedro Zulen est favorable à la tolérance des cultes, promulguée en 1915 (Quiroz, 2015 : 418-419). En effet,

⁷ Manuel González Prada avait déjà attiré l'attention sur cette situation dans son article « Los verdaderos salvajes », paru dans *Los Peruanos* en novembre 1905, en ces termes : « Los caucheros (que parecen una amalgama del corregidor y del negrero) esquilman inicualemente al peón, le esclavizan, le venden, y no sabemos si también le matan como al pobre salvaje cuando no quiere aceptar los *beneficios de la civilización*. “Los caucheros y no caucheros de Loreto y del Madre de Dios —dice el señor Montani— inician sus batidas periódicas sobre estos infelices, a quienes matan a bala o machete, como a fieras, quitándoles sus mozos, chicuelos y mujeres, especialmente estas últimas”. // Al leer semejantes abominaciones, todo hombre medianamente racional se pregunta: ¿Quiénes merecen el título de salvajes, los indios bravos que habitan en los bosques o los blancos y mestizos que van a civilizarlos?» (González Prada, 1941 : 112). On le voit, rien n'avait changé sept ans plus tard.

⁸ Lucie Bullick rapporte la correspondance politique d'un diplomate français à Lima en date du 28 avril 1914 qui confirme les propos de Pedro Zulen : « (...) de temps en temps, lorsqu'on a besoin de recrues, on organise dans un canton de la montagne une rafle de jeunes gens ayant l'âge du service militaire et on les amène menottes aux mains dans un quartier très éloigné de leur province d'origine. // Un de nos officiers m'a dit avoir vu en voyageant dans la *Sierra* de longues files d'hommes enchaînés qui n'étaient que des convois de conscrits partant pour rejoindre leur corps » (Bullick, 1999 : 72-73). Cette présence militaire française au Pérou s'explique par l'accord signé entre les gouvernements français et péruvien en 1896 pour former les cadres de l'armée péruvienne en s'inspirant de la formation des officiers français dans les écoles militaires.

Deseamos (...) que el clero peruano se moralice, y sea un factor no como hasta hoy, de envilecimiento del indio, sino de educación y cultivo de sus energías físicas y morales, para hacer la patria grande del porvenir (Quiroz, 2015 : 421).

L'éducation

L'éducation est évidemment pour Pedro Zulen le moyen d'élever l'Indien et de le conscientiser sur ses droits et ses devoirs. C'est d'ailleurs la première tâche que s'assigne l'Association Pro-Indigène en mars 1912 :

Organización e implantación de escuelas nocturnas o dominicales y ambulantes, para adultos, especialmente destinadas a hacer conocer a los indígenas sus derechos y sus deberes, como hombres de trabajo, como ciudadanos y como elementos sociales; y los medios de defensa que deben emplear para oponerse a los abusos de que son víctimas (Quiroz, 2015 : 328).

De fait, en 1910, l'association ouvre une école à Jauja. D'après un article paru dans *El Comercio* de Lima le 29 septembre 1910,

(...) es la primera que se establece en su género en el Perú, recibe a los indios de todas las edades. Imparte lecciones de historia, geografía, derechos y obligaciones, educación moral del indio, contra el maltrato de la mujer y finalmente le inspira confianza, amor al trabajo y a la Patria (Kapsoli, 1980 : 30).

À une date inconnue, elle fonde également l'école N° 8933 à Cota (Puno). Pedro Zulen constate qu'enfants et adultes la fréquentent ; les Indiens ont fourni le local, le matériel et une carte du Pérou (Quiroz, 2015 : 382). Il est admiratif du travail réalisé en matière d'éducation par les Adventistes dans le département de Puno. Il loue l'action de Manuel Zúñiga Camacho, qui s'improvise instituteur pour ses compatriotes dans sa propre maison à Hutavelaya en 1905 :

Niños y adultos acuden entonces donde el maestro; él les enseña a leer, escribir, contar, geografía e historia patria, higiene, educación física; les enseña todo lo que puede, más que como maestro, como un padre: es el Pestalozzi indígena. Y por todo esto, Camacho sufre las hostilidades del cura, del gobernador, de los comerciantes en alcohol, quienes consideran que si el indio se educa, ya no podrán vivir a expensas de su explotación.

Y la hostilidad de esos seres viles interrumpe al fin, en 1908, el funcionamiento de la escuela (Quiroz, 2015 : 370).

L'enseignant, qui, en 1909, s'est converti au protestantisme, rouvre ensuite son local. Un fonctionnaire de passage le 24 juin 1913 le ferme définitivement et le vandalise. Soixante-neuf élèves y étaient inscrits et quarante-cinq le fréquentaient chaque jour (Quiroz, 2015 : 371). Les Adventistes créent également un établissement scolaire à Platería en 1911. Les résultats sont, aux yeux de Zulen, dignes d'admiration :

Ya pasan de quinientos los indígenas que no beben alcohol ni mastican coca, que cultivan sus tierras con métodos menos rutinarios, y que, en materia religiosa, han abandonado ese culto grosero, fomentador del alcoholismo corruptor de las costumbres (Quiroz, 2015 : 382).

Bien que Pedro Zulen n'explique jamais clairement quel type d'éducation il souhaite pour la population autochtone, alors qu'il a écrit de nombreux articles sur la question en général et qu'il est partisan d'un pragmatisme en la matière (Quiroz, 2015 : 461-467) ainsi que de l'auto-éducation (Quiroz, 2015 : 473), les acquis des Adventistes qu'il vante peuvent sans doute servir de modèle. Ils sont la preuve que l'éducation sort l'Indien de sa torpeur et lui permet de devenir un être conscient de sa dignité. En 1915, il appelle donc le gouvernement à mettre en place un plan de scolarisation en sa faveur : « (...) que se le instruya, que se abran escuelas especiales donde se les enseñe que ellos también son hombres y tienen derecho a ser tratados como tales! » (Quiroz, 2015 : 409).

La réforme agraire

Sur l'éducation comme sur la question agraire, les avis de membres de l'Association Pro-Indigène divergent sur les solutions à apporter aux maux qu'ils dénoncent (Fourtané, 2006 : 240-244). Le 8 mars 1915, Pedro Zulen envoie une circulaire pour rappeler la « doctrine et le programme de l'API » et leur demander d'unifier leurs points de vue et leurs forces. Il décrit la situation des Indiens dans le pays et souligne les nouveaux problèmes qui surgissent lors des ventes des domaines, lesquelles donnent lieu à de nouvelles formes d'exploitation. Il serait bon que l'État intervienne pour répartir équitablement la terre et protéger leurs propriétaires des appétits voraces des possesseurs de *latifundia*. Étant donné la gravité du contexte, Pedro Zulen propose la solution qui lui paraît la meilleure :

El indígena que se conserva en la República, tiene su suerte íntimamente ligada á la tierra en que vive, sea como comunero, con sus derechos y hábitos intactos desde el tiempo del Imperio incaico, ó ya como víctima del orden político posterior, en calidad de yanacón, arrendatario o subarrendatario, dependiente de los grandes fundos erigidos sobre las ruinas del antiguo patrimonio de la raza autóctona. (...)

Ante tal perspectiva, corresponde a la Asociación Pro-Indígena el tomar una actitud firme, unificando las ideas de todos sus miembros y representantes, á fin de que trabajen sin perturbadoras divergencias ni incertidumbres, en la consecución de lo que después de maduro estudio parezca como el objetivo más adecuado para la solución del mencionado problema. (...)

Dividiendo los terrenos en lotes de una a cinco hectáreas, según la relación entre el terreno y los pobladores á que debe atenderse para el uso de cada lote, á cambio de un canon anual que asegure la parte proporcional del servicio del capital é

intereses empleados en la operación, resultaría el indígena con todas las ventajas del propietario y sin ninguno de los inconvenientes en que redundaría su libre disposición sobre las tierras respectivas, pues la sustitución de su persona sería prohibida, salvo que fuese una sucesión por herencia, á causa de muerte en el seno de su familia, y, de otro lado, se constituiría una importante obra de educación de su raza, cumpliendo sus compromisos, reconociendo la obligación preferente de pagar el canon anual como un seguro que le da el Estado de sus derechos de propiedad y libertad contra el gamonalismo que tiende incesantemente a despojarlo de sus derechos y reducirlo a la esclavitud, sin mirar si aniquila y corrompe las energías del poblador peruano con enorme daño para la nación toda (Kapsoli, 1980 : 43-44).

Il fait d'ailleurs la même proposition pour résoudre le conflit qui oppose les travailleurs de Llaucán à leur nouveau patron, réprimé par la force et dans un bain de sang⁹, et il reproduit en le réorganisant le texte précédent dans *La Autonomía* le 11 septembre 1915 (Quiroz, 2015 : 398-401). Cette revendication de la répartition des terres des *haciendas* en petites propriétés affectées aux travailleurs agricoles dénote l'idéologie libérale qui anime Zulen.

Le 27 novembre de la même année, dans un article au titre évocateur « ¡Destruyamos el latifundio! », Pedro Zulen souligne le lien étroit qui unit les hommes politiques et les grands propriétaires : ce sont eux qui exercent le pouvoir. Il prône donc une révolution agraire pour que la terre soit répartie entre tous mais il ne précise pas encore comment arriver à cet objectif :

El capital ha unido a estos hombres en la *Capital* [Lima], y con el primero y desde la segunda, tiranizan al país todo. Por eso ellos son los primeros defensores del centralismo.

Una revolución que cambie radicalmente este estado de cosas, tendrá que ser una revolución agraria, que logre la subdivisión de las haciendas para que no haya ninguna familia peruana sin su lote de terreno propio, aunque reducido, pero indiviso, inembargable y siempre heredado dentro de su seno. Así no faltará nunca hogar y pan.

¡Destruyamos el latifundio! He aquí un lema de la futura revolución social peruana (Quiroz, 2015 : 422-423).

⁹ Llaucán est un domaine de la Sierra situé dans la région sud de Bambamarca (province de Cajamarca). Le 3 décembre 1914, alors que la propriété était sur le point de changer de mains et que le nouveau gestionnaire voulait augmenter considérablement les redevances des travailleurs agricoles, ceux-ci, accompagnés de leurs familles (presque cinq mille personnes), se rassemblèrent devant la porte pour empêcher son entrée. La force publique intervint à sa demande et tira dans la foule, poursuivant même les gens à l'intérieur de leur maison. Il y eut près de deux cent cinquante victimes, notamment des vieillards, des femmes et des enfants. Après ce massacre qui eut des répercussions dans tout le pays et fit l'objet d'une discussion au Congrès, le gouvernement nomma un nouvel administrateur. La presse anarchiste relayait également ces événements en présentant ces victimes innocentes comme des martyrs (R., 1915 : 2). De plus, Ciro Alegría s'inspira de cette histoire dramatique pour l'écriture de son roman *El mundo es ancho y ajeno* (1941).

Pedro Zulen est plus radical que la plupart de ses amis lorsqu'il dénonce le système oligarchique en des termes presque plus extrêmes que Manuel González Prada en son temps. En envisageant une « révolution agraire », il se réfère implicitement à l'expérience mexicaine.

Vers la radicalité

1915, année d'intense activité, marque indéniablement un tournant dans l'analyse que fait Zulen des situations qu'il a jusque-là critiquées et il semble se rapprocher des positions anarcho-syndicalistes modérées. Sa rencontre avec les délégués du sud du pays – Francisco Mostajo, Francisco Chuquihuanca Ayulo, Luis Felipe Aguilar, Modesto Málaga – lui permet de faire leur éloge dans *El Deber Pro Indígena* de mars 1915, dans un article intitulé « Revolucionarios; sí, revolucionarios », où il les présente comme de vrais « révolutionnaires », soucieux de « hacer nacionalidad y patria, (...) luchar con firmeza por el respeto de los derechos de hombre y de ciudadano de que diariamente se despoja al aborigen » (Quiroz, 2015 : 389). Cependant, il ne donne pas au mot « révolutionnaire » le sens que nous attendrions car les références aux différentes tentatives de coups d'État récentes nous obligent à écarter la perspective de toute insurrection politique. Il est persuadé que le changement arrivera par l'exemplarité de la vie et le modèle qu'incarnent ces hommes : « Sin veintinueves de mayo¹⁰, cuatros de febrero¹¹, ni partidos políticos, despertaremos a la raza adormecida por el abuso; y la despertaremos sin más arma que nuestra fe arrolladora e invicta » (Quiroz, 2015 : 389).

De plus, il a des contacts directs avec la population autochtone et il lui conseille de prendre en mains son destin, comme à Chucuito en janvier, où les personnes rencontrées ne cessaient de lui dire : « aquí no hay justicia » (Quiroz, 2015 : 381). Dans le discours improvisé qu'il adresse à ceux qui viennent prendre congé de lui, il affirme :

Ha sido para mí una sorpresa contemplar este cuadro que tanto dice del valor de vuestra raza y de las cualidades que os adornan. Lo que ahora presencio aumenta la fe, enardece el sentimiento de los que soñamos en una patria mejor, en una patria de ciudadanos libres, de ciudadanos con derechos; en una patria sin *charcos* ni *fincas*, donde no habrá que *pasar cargos* ni soportar desmanes de mandones (...).

Nuestro país no tiene nada que esperar de los que convierten los aylllos en fincas; de las malas autoridades, de los malos jueces, de los malos magistrados; de los que cimentan su riqueza sobre el trabajo y la miseria de los infelices, sobre el sudor y la sangre indígena. El Perú futuro, el gran Perú de mañana se hará con vosotros, con vuestras energías propias; con vuestras condiciones de moralidad, de trabajo,

¹⁰ Allusion au 29 mai 1909 où des proches de Nicolás de Piérola tentèrent sans succès de renverser le président Augusto Leguía et de l'obliger à renoncer à sa charge.

¹¹ Allusion au 4 février 1914 où le coup d'État du colonel Óscar Benavides provoqua la chute du président Guillermo Billinghurst.

de orden, de docilidad para el bien, de vigor físico único capaz de domar a la naturaleza impertérrita y tiránica de estas regiones.

Por eso, es necesario que os elevéis para que nadie os desprecie (Quiroz, 2015 : 384).

Après la dissolution de l'Association Pro-Indigène, Zulen part un an aux États-Unis, à l'Université d'Harvard, et doit, à son retour, aller soigner sa tuberculose à Jauja. Le 1^{er} mai 1918, invité par le groupe anarchiste « Asociación Obrera » avec lequel il noue des contacts, il prononce un discours « Socialismo y problema social peruano » où il se présente comme un « libertaire », évoque la lutte des classes et cite Marx (c'est à notre connaissance la seule fois). Il y dénonce une fois de plus le centralisme du pays et la situation déplorable dans laquelle vit la population autochtone.

Solo entre nosotros, en esta nacionalidad enferma, todavía no se ha logrado una conquista práctica en favor de las clases desvalidas. La mayoría de nuestra población, constituida por la raza indígena, yace todavía en el mismo o peor estado en que la encontró la República. El humilde leñatero de Tarapacá, a quien pertenece la primera mitad de nuestra vida independiente, Ramón Castilla, mejoró la condición de esa raza, suprimiendo las mitas y otras obligaciones desdorosas e inhumanas; pero hoy todavía las tenemos, solo que ahora se llaman enganches, trabajos gratuitos y obligatorios, jornales de 5 centavos. (*Grandes aplausos*).

Porque el problema social peruano no está en el proletariado de Lima y Callao o alguna otra ciudad de nuestro país; está aquí, en el verdadero Perú que no es Lima, está en las haciendas y en las minas, donde el empresario amasa su riqueza con la sangre y el sudor de los infelices (Quiroz, 2015 : 435).

Il termine par un avertissement aux puissants en prenant l'exemple de la révolution mexicaine :

Pero algún día se ha de hacer justicia. Fuertes y poderosos que lleváis la vida en ese cubil del centralismo que se llama Lima, abrid los ojos ante la realidad, poned oídos a la tempestad que se avecina; daos cuenta de vuestra situación y de vuestro papel. Todavía no habéis despertado; la guerra que asola Europa aún no os ha enseñado nada. ¡Ah! cuidaos de que no sea tarde cuando ya vuestras gentes no se quejen sino reclamen sus derechos con las armas en el brazo. México se repetirá aquí. Por algo seguiremos pareciéndonos a ese pueblo a través de la historia. ¿Cuál es vuestro deber[,] clases dirigentes del país? Aquilatad el momento. Dad instrucción a nuestras masas. Proteged al obrero, sea indio o no, contra la rapacidad del empresario. Distribuid justicia por todo el territorio. Haced país, que no habéis hecho todavía. Y que este pobre Perú de hoy resurja consciente, grande y poderoso mañana! (*Grandes aplausos*) (Quiroz, 2015 ; 435).

Son allocution devant les indigènes de la communauté de Marco (Junín) lors de la fête nationale le 28 juillet 1918 – il la publiera dans *Claridad* en octobre 1924¹², preuve que, six ans plus tard, il reste dans le même état d'esprit – va plus loin et est un véritable appel à la rébellion et à la lutte armée :

Siempre las mismas vejaciones. Parias hoy como ayer. ¿Hasta cuándo? ¿Seréis parias también mañana? No, no es posible. La justicia tendrá que hacerse. Tanto crimen tendrá que terminar. Tanta infamia recibirá su castigo. Cuando las autoridades y el gobierno no quieran poner coto y sanción a los abusos, despertarán vuestras conciencias adormecidas, y tendréis que haceros justicia por vuestras propias manos. El indio que va al ejército debe saber que no sólo aprende a manejar el fusil para defender la patria, sino también para defender sus derechos cuando algún malvado quiere atentar contra ellos. Hay que ser rebelde, hay que ser altivo, hay que ser valiente y tener la energía de rechazar al que venga a herirnos. Los que abusan siguen y seguirán abusando porque no hay una mano fuerte que los detenga. El día en que un pueblo cansado de sufrir tanto atropello, se levante como un solo hombre y haga un escarmiento, ya nadie se atreverá a cometer los mismos abusos (Quiroz, 2015 : 453).

L'influence de Manuel González Prada est évidente tant dans l'utilisation du mot « parias » qui renvoie au titre du journal anarchiste dans lequel il écrivait que dans la référence directe au texte « El problema indígena » paru dans cette même publication en 1906¹³ (González Prada, 1941 : 156-157). Sans doute est-ce le constat d'échec du réformisme qu'il envisageait qui fait revenir Pedro Zulen à cette source et à l'action violente, préconisée par son auteur. Mais, à la différence de son mentor, il s'adresse directement aux Indiens, d'où sa dangerosité potentielle pour les autorités. Ce discours lui vaut d'être emprisonné quelques jours le 1^{er} mai 1919 afin d'éviter qu'il ne reprenne la parole pour inciter les Indiens à prendre les armes pour faire écho aux événements qui se produisent dans la capitale. Il se présente comme député et sénateur suppléant à Jauja aux élections de 1919 mais c'est un échec (Quiroz, 2015 : 162).

À son retour de son second séjour aux États-Unis, en 1923, Pedro Zulen assiste au troisième congrès indigène organisé par le « Comité Central Pro-Derecho Indígena Tahuantinsuyo » composé de paysans qui avaient participé à l'Association Pro-Indigène, entre autres Juan Hipólito Pévez et Ezequiel Urviola. Il y rencontre José Carlos Mariátegui et noue des liens avec lui (Mariátegui, 1988 : 52), l'informe même de la situation des Indiens dans le pays. Il fréquente également les Universités populaires González Prada, fondées par Haya de La Torre le 22 janvier 1921 (Arroyo Reyes, 2005 : 75), confirmant ainsi sa préoccupation pour la transmission de la culture aux classes populaires et la lutte contre l'injustice sociale, mais il reste un libéral radical. Si nous nous référons à son écrit de 1919, « Socialistas de nuevo cuño », nous voyons bien qu'il

¹² La revue *Claridad*, fondée en 1923 par Víctor Raúl Haya de la Torre, est à cette époque dirigée par José Carlos Mariátegui.

¹³ Voir notre commentaire sur cet article dans Fourtané, 2017 : paragraphes 7 et 8, p. 3.

dénonce la formation du Parti socialiste péruvien et du Parti ouvrier¹⁴, car ils se créent au moment où le socialisme a échoué partout ailleurs et où, en Russie, naît le « nouveau soleil de justice et de liberté » de Lénine et Trotski. Il dénonce l'« arrivisme » des artisans de ces partis (Kapsoli, 1980 : 15). Au vu de ces critiques, il est clair que Zulen n'adhère pas à ces orientations : « ¡Cerremos el camino a los embaucadores! », conclut-il. On ne peut donc pas se servir de cet article pour affirmer qu'il adhère au socialisme, bien au contraire. Pourtant, dans « Vidas paralelas : E. D. Morel – Pedro Zulen » (1925), hommage posthume aux deux hommes, José Carlos Mariátegui écrit : « Aproxima e identifica, además, a Zulen y Morel una honrada y proba filiación democrática. El pensamiento de Morel y de Zulen aparece análogamente nutrido de la ideología de la democracia pura » (Mariátegui, 1988 : 48). Comment peut-il ensuite affirmer dans le même article : « Madura en Zulen, lentamente, la fe en el socialismo » (Mariátegui, 1988 : 52)¹⁵ ? À aucun moment, dans ses écrits, celui-ci ne revendique cette affiliation, lui qui se défend de toute appartenance à un parti politique et qui, trois mois avant sa mort, toujours selon Mariátegui, continue à affirmer : « El problema indígena (...) es el único problema del Perú » (Mariátegui, 1988 : 53).

La décentralisation

Le 22 mars 1915, au moment où Modesto Málaga lance à Arequipa le journal *La Federación*, favorable au régionalisme, en opposition au centralisme de la capitale, et, partant, désireux d'instaurer un fédéralisme dans le pays, Pedro Zulen prend nettement position contre cette dernière orientation :

Nosotros no participamos, desde luego, de la idea que el federalismo sea conveniente en los momentos actuales, pues no sería en el hecho más que el prelude de la desintegración nacional; ni tampoco que pondría remedio efectivo al malestar en que vegetan las provincias, donde el gamonalismo oligarca es una institución (Quiroz, 2015 : 387).

Cependant, il espère que le mouvement qui part de la province pourra renverser le système oligarchique : « Que la presente agitación regionalista haga presentir que las provincias libertarán a la República de la oligarquía sistemada [*sic*] en que nos hallamos

¹⁴ Le Parti socialiste péruvien (à ne pas confondre avec le Parti socialiste péruvien créé en octobre 1928 par José Carlos Mariátegui et transformé en mai 1930 en Parti communiste) est fondé le 1^{er} mai 1919 par Luis Ulloa Cisneros et Carlos del Barzo. Il eut une vie très éphémère car il fut effacé par les « Comités Pro Arabatamiento de Subsistencias » qui se défendaient de toute couleur politique et engagèrent la grève générale du 27 mai 1919 pour obtenir la baisse des prix des produits de première nécessité. José Carlos Bernales, ancien membre du Parti démocrate et président du Sénat de 1917 à 1918, fonde, quant à lui, le Parti ouvrier pour pouvoir se présenter à la présidence de la République. Il obtint très peu de voix. L'un comme l'autre sont une tentative de récupération des mouvements ouvriers majoritairement encadrés par les organisations anarcho-syndicalistes à cette date.

¹⁵ Sur le socialisme tel que le concevait José Carlos Mariátegui, voir Fourtané, 2017 : 7-18. Il permet de mesurer la distance entre sa vision et celle de Zulen.

hasta ahora, restaurando el sentido democrático de las instituciones patrias » (Quiroz, 2015 : 387).

En juin 1915, Pedro Zulen crée la revue bimensuelle *La Autonomía* qui ne dure que jusqu'en décembre mais qui offre vingt-trois numéros (Kapsoli, 1980 : 14). Son titre laisse entrevoir qu'il se montre favorable au mouvement de décentralisation qui part de la province et exige « la autonomía necesaria para impulsar el desarrollo regional » (Deustua, 1984 : 97). En effet, José Deusta et José Luis Rénique expliquent que, pour le mouvement régionaliste,

(...) la solución del problema regional tenía sentido dentro de una reestructuración de la organización nacional en su conjunto. Cada región debía disponer de sus recursos y contar con la autonomía necesaria para impulsar el desarrollo local (Deustua, 1984 : 99).

Pedro Zulen publie dans *La Autonomía* quelques articles où il opte pour la décentralisation tout en restant fidèle à la cause indigène et en s'opposant aux grands propriétaires car, pour lui, le problème indien est indissociable de celui de la terre. Dans le premier numéro, il précise sa pensée sur le fédéralisme : « Seríamos federalistas si no viéramos el peligro del gamonalismo. Creemos que el centralismo es un mal, y que acabará por destruir el país si no reaccionamos contra él, pero no vemos en la federación el remedio » (Jancsó, 2009 : 85). Dans le numéro du 18 septembre, il revient sur le régionalisme et y réitère la nécessité d'avoir un pouvoir central : « no debemos pensar en cambiar nuestro régimen constitucional (...). Para destruir el feudalismo se hace necesario un poder central » (Quiroz, 2015 : 403). Il reprend le sujet dans le numéro du 23 octobre 1915 où il réprovoque les procédés peu recommandables des autorités envers les populations locales :

Mientras los pueblos no destruyan estos feudalismos políticos rotulados con el nombre de partidos, interesados como los que más en mantener el centralismo destructor de la nacionalidad, no habrá garantías ni libertades en el Perú. Por eso la campaña anticentralista es la única que hoy puede ofrecer a la nación la esperanza de un ambiente de libertad en el futuro (Quiroz, 2015 : 417).

Il avait également défendu le mouvement de décentralisation dans le Sud dans *La Patria* le 2 juillet :

Los pueblos están convencidos de que su autonomía local, sus libertades públicas, su derecho de sufragio, su bienestar y su progreso, no lo alcanzarán sin una disminución de las facultades intervencionistas oligárquicas del poder central, por un lado, y sin un incremento en la conciencia moral, cívica y cultural de los ciudadanos, por otro (Quiroz, 2015 : 390).

Il présente ensuite le programme de la « Liga Descentralista Federal del Sur » et insiste sur un point essentiel : « la descentralización (...) pondrá término al

estancamiento de las provincias y les permitirá desarrollar integral y plenamente su vida y su progreso » (Quiroz, 2015 : 391). Cependant, il rassure ses lecteurs :

Este programa (...) nunca podrá servir de base a suposiciones de posibles levantamientos revolucionarios en pro de tal o cual personalidad política, porque precisamente lo que ha generado este movimiento es la convicción de que las revoluciones civiles, como los motines militares, solo han conducido al mantenimiento de hombres y clases oligárquicos que no han hecho sino destruir la capitalización del país. Se trata ahora de una reacción contra los métodos de gobierno en que venimos viviendo hace tiempo (Quiroz, 2015 : 391).

Devant les autorités locales rassemblées lors de la fête patriotique de Concepción (Junín), le 10 juillet 1918, il dresse un tableau peu flatteur de l'état du pays, où, une fois de plus, il accuse le centralisme de Lima et le rend responsable du sous-développement du Pérou :

Lima concentró todas las concupiscencias posibles, y, desde allí, nuestra clase dirigente convirtió al país en una especie de colonia de explotación en todo orden de cosas. Si se hubiera hecho nación, no tendríamos esta enorme población indígena analfabeta y en plena esclavitud ni veríamos estas poblaciones sin alumbrado, sin pavimento, sin servicios de agua y desagüe, sin higiene; buenos caminos y ferrocarriles baratos cruzarían todo el territorio; y no contemplaríamos al extranjero llevándose nuestras riquezas y no dejándonos ni salario para nuestras masas trabajadoras, porque todo lo ganado por el trabajo del obrero pasa a manos del enganchador, del contratista y de las cantinas de precio exorbitante que el empresario establece en los centros industriales (Quiroz, 2015 : 438).

Il poursuit en appelant à l'action :

Ese centralismo que succiona la vitalidad de las provincias y el mantener en el analfabetismo y en la esclavitud al indígena, son las dos grandes vallas que detienen el progreso nacional. Destruyamos esas vallas, así haremos país.

Pensad, señores, en lo que sería el Perú descentralizado política y administrativamente. Imaginad qué gran nación tendríamos si todos nuestros indígenas fueran ciudadanos conscientes. (...) No es del Gobierno de quien debéis esperar el mejoramiento de la atmósfera que os rodea, sino de vosotros mismos, porque este Perú se salvará el día que cada uno de vosotros se sienta Gobierno en su propio terruño, no para mandar ni tener súbditos, sino para construir, para hacer (Quiroz, 2015 : 439).

Réflexions autour du centenaire de l'Indépendance

L'approche du centenaire de l'indépendance est un sujet qui taraude Pedro Zulen. Dans le premier numéro du *Deber Pro-Indígena*, en octobre 1912, il dresse le panorama réel de la situation du pays :

Se aproxima la fecha de nuestro centenario, y todavía tenemos los *yanaconazgos* y los *enganches*, las *mayordomías* y los *pongajes*; las tierras de las comunidades se vuelven haciendas y los verdaderos propietarios del suelo se convierten en la *indiada* del amo usurpador; el látigo y la tortura, el hambre y las cárceles sólo se han hecho para los indios. El feudalismo no ha sido desterrado todavía de la Humanidad, porque existe en todas las secciones del territorio peruano. Hé aquí el país de esclavos que se llama “La República del Perú”.

Y ¿es así, con esa exhibición de esclavos, que vamos á recibir la fecha del centenario? ¿No será posible acabar, con tiempo, con esa explotación tan vergonzosa como inhumana que se hace del aborigen peruano? ¿No será posible transformar ese estado social indigno, sustrayendo á nuestro indígena de la condición servil en que se halla, haciendo ciudadano altivo, consciente, de quien hoy es un analfabeta triste y pordiosero?... (Kapsoli, 1980 : 51).

Le 28 juillet 1918, il publie le même article dans *La Evolución* de Huancayo et dans *Balnearios* (Rojas Huaynates, 2013 : 67-69) à destination de lecteurs liméniens, signe de l'importance qu'il accorde à son contenu. Il part du constat que « la nacionalidad est[á] por hacer » et voit en Nicolás de Piérola l'homme qui a su s'élever au-dessus des misères morales de sa génération¹⁶. Pour que les célébrations du centenaire ne soient pas une nouvelle hypocrisie et que les indigènes puissent accéder à la liberté, il envisage à nouveau un mouvement qui parte de la province pour en finir avec le centralisme et qui restitue leurs propriétés aux Indiens :

Un movimiento que partiera de las provincias —llámese mejor revolución— fuera de toda conexión con los partidos políticos existentes, que persiguiera como objetivo inmediato, por un lado, garantías y restitución de sus propiedades a los indígenas, y, por otro lado, la autonomía local y la erección y el fomento del espíritu municipal, únicos medios de combatir el centralismo y hacer efectiva la democracia: un movimiento de esta naturaleza podría determinar un cambio en la faz del país (Quiroz, 2015 : 442).

Dans le cas où la transformation ne se produirait pas, s'appuyant sur ce qui s'est passé au Mexique, il envisage le recours à la guerre civile, ce qui mettrait en évidence que l'Indien est le gardien de la nationalité et le défenseur de la souveraineté nationale :

Si no se produjera este movimiento de las provincias, para el cual hay que comenzar por una vuelta de todas las individualidades al cultivo de virtudes ciudadanas, hoy abandonadas, solo una guerra nacional podrá sacarnos del envilecimiento en que vivimos. (...)

¡La guerra! ¡Salud a la salvadora! Si no queréis que la derrota sea terrible, preparaos; pero sabed que no son los armamentos los que hacen la eficiencia de los ejércitos, sino el espíritu, y que este espíritu se hace con hombres que saben lo que es justicia y lo que es derecho, porque los tienen, y que saben que van a

¹⁶ Par contre, Nicolás de Piérola fut un des hommes politiques envers lequel Manuel González Prada nourrit une aversion notoire (González Prada, 1938 : 153-234).

defender la dignidad de la Patria y no los intereses de las oligarquías reinantes. Mañana cuando se produzca el conflicto, tendréis fatalmente que recurrir al indio. Pero ¿qué defenderá éste? ¿Su hogar? Si se lo habéis destruido. ¿Su tierra? Si se la habéis arrebatado. ¿Su libertad? Si lo tenéis aherrojado en las cárceles... ¡Ah! La guerra evidenciaría entonces que el defensor de nuestra soberanía y nuestra honra, el guardián de la nacionalidad, es ese paria a quien se roba y se mata diariamente, y que está en nuestras conveniencias conservarle y educarle comenzando por hacerle justicia (Quiroz, 2015 : 443).

Dans cet article, Pedro Zulen reprend à son compte le style interrogatif et les dénonciations de Manuel González Prada, décédé le 22 juillet, ainsi que ses idées radicales.

Le jour du centenaire, le 28 juillet 1921, alors qu'il séjourne à nouveau aux États-Unis, il publie un article dans *La Prensa* de New-York où il relit l'histoire du Pérou, depuis les civilisations précolombiennes antérieures aux Incas, en passant par la Vice-Royauté jusqu'à la période républicaine et son lot de guerres civiles. Il démontre à travers ce parcours que c'est la population autochtone qui est la base de la Nation car elle a résisté à tous les soubresauts de l'histoire. « El indio es y tiene que ser el factor primo de nuestra nacionalidad » (Quiroz, 2015 : 446). Toutefois, son éloignement lui permet de prendre conscience du côté pervers de la modernisation du pays confiée à des compagnies étrangères. Dans une note, il dresse la liste de celles qui, au Pérou, s'enrichissent au détriment des populations autochtones. Ce néo-colonialisme et ce pseudo-développement lui paraissent condamnables : « Llevar máquinas modernas, acabar con el poblador autóctono y conducir al exterior las riquezas de su territorio, dejando tras sí la desolación y la miseria, no significa contribuir al adelanto de ningún país » (Quiroz, 2015 : 447). Néanmoins, au milieu du chaos républicain, il voit que son combat personnel n'a pas été totalement vain.

En los últimos años de desconcierto y de ruina, no ha habido más que dos hechos de significación que parecen ser el anuncio de una transformación trascendente [*sic*]: el movimiento en favor de la raza indígena y la campaña en favor de la descentralización política y administrativa del país. Los principios proclamados en ambos movimientos han sido aceptados en parte, aunque más bien en forma engañosa, en la nueva [C]onstitución de 1919 (Quiroz, 2015 : 451).

Cependant, la restriction « aunque más bien en forma engañosa » indique qu'il se méfie de cet indigénisme politique opportuniste et superficiel qui lui apparaît comme une habile récupération des revendications indigènes. De fait, cette Constitution donne une existence légale à la communauté indigène (article 58) et ses terres deviennent inaliénables (article 41). L'article 142 reconnaît l'autonomie des Conseils provinciaux. Sur ces bases, le président Augusto Leguía favorise, en 1920, la naissance du « Comité Pro-Derecho Indígena Tahuantinsuyo » et il crée, en 1921, une « Direction des Affaires Indiennes ». En 1922, il institue un « Patronat National de la Race Indigène » qui ouvre

un bureau au chef-lieu de chaque département et de chaque province, afin de régler les différends entre Indiens et non-Indiens. Enfin, le 23 mai 1930, il instaure officiellement la « Journée de l'Indien ».

Conclusion

La défense des Indiens est l'axe de toute la vie de Zulen, l'idéal pour lequel il a usé toutes ses forces : il lutte avec constance et persévérance – « perseverar es luchar », écrit-il en avril 1913 (Quiroz, 2015 : 628) – pour leur inclusion à la Nation comme des citoyens à part entière. Lorsqu'il leur conseille de s'insurger contre un système injuste, il se radicalise mais il reste fidèle au modèle démocratique, désireux que la République traite tous ses membres de la même façon et leur accorde les mêmes droits. Nous partageons l'opinion de Carlos Reyes Álvarez :

Pedro Zulen no se “acercó al socialismo” como predica José Carlos Mariátegui en un artículo a la muerte de Pedro, ni [fue] socialista como dice Wilfredo Kapsoli o, repitiendo, Saby Lazarte, sino fue un liberal radical, un liberal revolucionario, que quería y exigía que el Estado, concebido en un proyecto republicano, identifique a todos como ciudadanos (Rojas Huaynates, 2013 : 122).

Pour reprendre les expressions de Segundo Montoya Huamaní, Pedro Zulen « fue un liberal consecuente y radical » (Rojas Huaynates, 2013 : 108) et « un revolucionario sin Partido » (Rojas Huaynates, 2013 : 107). Il explicite en quoi consiste son radicalisme : « Radical, porque está convencido de que la única forma de lograr el proyecto liberal es acabando con el régimen feudal y oligárquico en el Perú a inicios del siglo XX » (Rojas Huaynates, 2013 : 108). Ce faisant, il a permis que l'Indien devienne un « sujet historique » (Quiroz, 2015 : 162). Tout au long de sa vie, il a été fidèle à son idéal et cet idéal a fortifié sa lutte (Quiroz, 2015 : 630). Il est toutefois curieux qu'étant d'ascendance chinoise, il ne se soit jamais intéressé à l'intégration de cette population tout aussi malmenée que les Indiens dans la société péruvienne. En présentant ces derniers comme la composante essentielle de la nationalité, il a contribué à renforcer à leur égard la responsabilité des hommes politiques et des militants engagés et à éveiller la conscience de l'Indien pour qu'il fasse entendre lui-même ses revendications légitimes et prenne en mains son destin. L'action de l'Association Pro-Indigène a permis l'éclosion de l'indigénisme politique d'Augusto Leguía. Elle a posé les bases des évolutions futures du pays vers plus de démocratie et a dénoncé le racisme basé sur l'origine ethnique.

Bibliographie

- ARROYO REYES, C. *Nuestros años diez. La Asociación Pro-Indígena, el levantamiento de Rumi Maqui y el incaísmo modernista*. 2005. 336 p. Libros En Red [en ligne]  (consulté le 20.10.2018).
- BULLICK, L. *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris : Publications de la Sorbonne. 1999. 337 p.
- DEUSTUA, J., RÉNIQUE, J. L. *Intelectuales, indigenismo y descentralismo en el Perú 1897-1931*. Cusco : Centro de estudios rurales andinos "Bartolomé de Las Casas". 1984. 132 p.
- GONZÁLEZ PRADA, M. *Figuras y figurones. Manuel Pardo, Piérola, Romaña, José Pardo*. Paris : Bellenand et fils. 1938. 299 p.
- GONZÁLEZ PRADA, M. *Prosa menuda*. Buenos-Aires : Ediciones Imán. 1941. 259 p.
- FOURTANÉ, N. « La défense des populations autochtones au Pérou au début du XX^e siècle : l'Association Pro-Indigène ». *Éthiques et modernité*, sous la direction de Philippe Alexandre et Ralf Zschachlitz. Université Nancy 2 : Centre d'Études germaniques et scandinaves LIRA, Presses Universitaires de Nancy. 2006. pp. 235-244.
- FOURTANÉ, N. « La réflexion de Manuel González Prada et José Carlos Mariátegui sur l'intégration de l'Indien à la Nation : Aspects idéologiques et esthétiques ». *Amerika* [En ligne]. 17|2017. Mis en ligne le 10 février 2018. 22 p. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/amerika/8372>.
- JANCSÓ, K. *El indigenismo político temprano y la Asociación Pro-Indígena*. Szeged : Universidad de Szeged. 2009. 179 p.
- KAPSOLI, W. *El pensamiento de la Asociación Pro-Indígena*. Cusco : Centro Las Casas. 1980. 151 p.
- MARIÁTEGUI, J. C. *Peruanicemos al Perú* (1970). 11^a edición. Lima : Biblioteca Amauta. 1988. 230 p.
- R., E. « La masacre de Llaucán ». *La Protesta*. n° 40, 16 de enero de 1915, p. 2.
- ROJAS HUAYNATES, J., MONTOYA HUAMANÍ, S., REYES ÁLVAREZ, C. *En torno a Pedro S. Zulen. Selección de escritos y estudios complementarios*. Lima : Fondo Editorial de la UNMSM. 2013. 131 p.
- QUIROZ, R., QUINTANILLA, P., ROJAS, J. *Pedro S. Zulen. Escritos reunidos*. Lima : Fondo editorial del Congreso del Perú. 2015. 696 p.